

Les représentants SNESUP-FSU annoncent qu'ils ne siégeront plus dans les groupes de travail en raison de l'état actuel de dysfonctionnement de ces groupes.

Suite à l'expérience des premières réunions des Groupes de Travail (courant novembre), nous avons dénoncé lors de l'assemblée académique du 13 décembre 2011 un calendrier ne permettant pas un véritable travail d'analyse, et émis de sérieux doutes quant au dépassement des simples juxtapositions d'opinions individuelles.

Nous avons noté, notamment, l'absence des outils collaboratifs nécessaires, l'impréparation des réunions et l'indigence de la logistique consacrée à ces GT. Les présidents n'ont pas accepté de revoir le calendrier lors de cette assemblée académique mais ils s'étaient engagés à prendre en compte les remarques émises par les membres de l'assemblée académique.

Nous avons constaté à l'occasion de cette seconde série de réunions des GT qu'il n'en était rien :

- même les listes de diffusion sont incorrectes,
- la construction du simple état des lieux, préalable pourtant indispensable pour réfléchir à l'avenir, semble hors de portée,
- les convocations et les ordres du jour sont envoyés à la dernière minute (exception notable du GT Vie sur les Campus).

Notre participation à ces GT a toujours été motivée, notamment, par l'objectif de fournir des réponses aux questions suivantes :

- Comment améliorer le service public de l'enseignement supérieur et de la recherche en région ?
- En quoi la création d'une Université de Lille y contribuerait-elle ?
- Quelles en seraient les conséquences sur les conditions de travail des personnels ?
- Comment un fonctionnement démocratique des instances pourrait-il être préservé, voire amélioré?

Le fonctionnement actuel des GT ne permet pas de répondre sérieusement à ces questions. Or, on ne peut évidemment pas se contenter d'une réponse dogmatique sur un projet engageant sur le long terme personnels, étudiants, collectivités locales et financeurs.

En conséquence, ne souhaitant pas apporter par notre présence caution à une simple opération de communication ou de pseudo-concertation, nous ne siégerons plus dans ces GT tant qu'un nouveau calendrier réaliste ne sera pas proposé et que les moyens de travailler ne seront pas fournis à ces GT. Nous rappelons que le choix des dates de réunion des groupes de travail devrait laisser des délais nécessaires pour réunir et analyser les informations, indépendamment des échéances électorales dans les établissements. Il en va de la crédibilité des conclusions de ces GT.

Lille, le 16 janvier 2012